

# L'amnésie et la peur à Rennes comme ailleurs

26 mai 2016 | Par [Les invités de Mediapart](#)

- Mediapart.fr

Suite aux événements récents survenus à Rennes, plusieurs universitaires se penchent sur le degré de répression et de criminalisation du mouvement contre la loi « travail(le) » et dénoncent le fait qu'aujourd'hui «notre République, si fière de ses libertés, repose désormais un peu plus chaque jour sur la surveillance, la répression et l'enfermement de prisonniers politiques».

Le degré de répression et de criminalisation du mouvement contre la loi « travail(le) » a franchi ces derniers jours un nouveau seuil. Un seuil que beaucoup auraient jugé inacceptable avant novembre dernier. Après tout, c'est l'état d'urgence, et lorsqu'il y a urgence, le temps n'est plus celui de la réflexion. Il s'agit donc de suivre nos dirigeants et de prendre pour argent comptant le tissu de mensonges dans lequel ils cherchent à noyer le mouvement contre la loi « travail(le) ». Il faut notamment fermer les yeux sur cet état de fait : notre République, si fière de ses libertés, repose désormais un peu plus chaque jour sur la surveillance, la répression et l'enfermement de prisonniers politiques.

Il est toujours difficile pour un État qui se veut démocratique d'avouer que ses prisons sont remplies de personnes dont la faute est d'être en désaccord radical avec le cours des choses. Il est tout aussi difficile d'admettre que cet État met en place une série de techniques de répression et de mesures de privation de liberté arbitraires à destination de tous ceux qui amorcent un refus de s'y soumettre entièrement (mutilations de manifestants, assignations à résidences, interdictions de manifester, arrestations sans aucun élément de preuve de prétendus incendiaires de voiture de police, de lanceurs de mottes de terres ou de micros - jusqu'au recours au 49.3). Il faut alors tout un travail pour convertir ces manœuvres politiques en opérations policières.

## Dissoudre les évidences et propager la peur

Tout d'abord, il faut habituer chacun à ne plus faire de différence entre des actes qui vont indistinctement être désignés comme « violents ». Il y a des « casseurs », nous dit-on, et ceux-ci sont violents parce qu'ils cassent des vitrines de banque ou de boîtes d'intérim, ou parce qu'ils bloquent la circulation. On parle aussi de la violence de la police, et le fait qu'un même terme circule occulte ce qui devrait pourtant être évident aux yeux de tous : que les violences qui causent des blessures ou des morts (Zyed et Bouna, Rémi Fraisse et bien d'autres) ne sont pas de même nature que celles dont on accuse les « casseurs ». Combien de vitrines de banque vaut un œil crevé, un crâne ouvert ou une main brisée ? Cette question absurde devrait rappeler l'incommensurabilité qui existe entre ces « violences ». Qu'on le veuille ou non, c'est la police française qui éborgne et qui tue. C'est elle qui tire flash-balls ou grenades lacrymogènes à hauteur de visage, de ventres ou de poitrines. C'est d'ailleurs elle, aussi, qui s'est fait récemment rappeler à l'ordre sur ses pratiques et ses dérives, à l'occasion d'un rapport étrangement passé sous silence dans la plupart des médias, et pourtant rédigé par le Comité contre la torture de l'ONU.

Ensuite, sur cette base, il faut généraliser la peur. Le déploiement de forces de police dans les centres-villes n'a pas pour fonction de protéger les habitants et les commerçants des méchants casseurs. Il a pour fonction de diffuser le fameux « sentiment d'insécurité ». La peur doit rester indistincte, et son objet constitutivement flou. De sorte qu'il peut aussi bien renvoyer aux meurtriers de l'opération du Bataclan qu'aux grévistes des raffineries, ou aux étudiants qui tentent de manifester en centre-ville.

Une telle opération n'a d'autre fonction que de brouiller le sens des actes portés par ce mouvement en introduisant en leur sein un clivage supposé indépassable. Elle vise à constituer artificiellement une minorité dont les intentions seraient irrationnelles et extérieures aux attentes de tous les autres.

Pourtant, ces actions ont un sens limpide, clairement partagé par la plupart de celles et de ceux qui participent à ce mouvement. Ainsi, lorsque certains cassent (des vitrines de banques et des caméras de vidéosurveillance, rappelons-le) d'autres les protègent, les soignent, chantent, contemplant ou applaudissent. On aura donc du mal à reconnaître dans ce partage (des gestes, des risques, des modalités d'action) un quelconque « clivage ».

Ces trois opérations enchaînées (confusion sur la « violence », diffusion de la peur, construction du fantasme d'une minorité ultra-radical) constituent une tentative pour prendre à parti ceux qui n'ont pas encore rejoint le mouvement, ceux qui restent en tiers. C'est à eux que s'adressent les opérations médiatico-policières qui inventent le spectre des dangereux casseurs ; ce sont eux qui sont sommés d'avoir peur, et de faire semblant de croire que des manifestants ressemblent à des hordes déchainées capables de mettre une ville à feu et à sang – comme le disait un cadre du Front National après une manifestation dans le centre-ville de Rennes (8 Février 2014) ou plus récemment comme le déclarait Bertrand Plouvier, chef de file de l'opposition municipale à Rennes, au cours du conseil municipal du 22 mai 2016.

### **Construire la figure de la « menace » par tous les moyens**

Aujourd'hui, pour ce qui concerne la ville de Rennes, les propos des cadres du FN sont aussi relayés par le préfet et la maire socialiste. Il s'agit, pour les élus locaux comme pour les ministres, d'apparaître comme les défenseurs de ceux qui ne prennent pas part au conflit. Pour cela, il faut construire l'image d'une menace. Le moins que l'on puisse dire est qu'ils ne lésinent pas sur les moyens et n'ont pas peur du ridicule. Car même en position de tiers, on peut difficilement croire la maire de Rennes lorsqu'elle fait expulser une maison du peuple occupée pour des raisons de sécurité. Ou le préfet lorsqu'il interdit le centre-ville pour défendre la liberté des citoyens en affirmant que les « professionnels de la guérilla urbaine s'en prennent à tout le monde » (Ouest-France, 14 mai 2016). Ou encore prendre au sérieux le MEDEF 35 lorsqu'il en appelle au premier ministre pour déclarer « l'état de catastrophe économique ». On ne fera pas semblant de se scandaliser d'observer une fois encore la collusion des intérêts de l'État et ceux des commerçants locaux. On dira seulement que personne n'est assez stupide pour prendre au sérieux des manœuvres aussi grossières.

La palme revient peut-être, ces derniers jours, au directeur du Service des Transports en commun de l'Agglomération Rennaise (STAR). Ce dernier a félicité la police de la capture de 19 « ultra-radicaux » qui auraient « saboté » le métro. Si l'on prenait à la lettre ses propos rapportés dans la presse locale, on pourrait croire que les « saboteurs » en question ont essayé de faire dérailler les rames, puisqu'il est dit que les voyageurs ont déjà connu une « grande frayeur ». En réalité, la seule frayeur était celle d'un directeur soucieux du bon fonctionnement économique et organisationnel de son entreprise. Car le « sabotage » en question consistait simplement à ... rendre le métro gratuit pour quelques heures en bloquant les bornes de validation. L'accusation en elle-même est éloquent : il s'agit de criminaliser les pratiques usuelles d'un mouvement sous prétexte qu'elles auraient été commises « en groupe ». Il s'agit de faire en sorte qu'il ne reste plus d'intermédiaire entre l'individu et l'État : rien qui ressemble à une solidarité collective. La loi « travail(le) » va exactement dans le même sens en supprimant encore plus la possibilité de se défendre collectivement : fragmentation des conflits entreprise par entreprise ou encore affaiblissement du pouvoir des syndicats et des solidarités intersectorielles. Mais c'est en définitive la possibilité même d'une organisation collective non médiée par l'État, à quelque échelle que ce soit, qui est visée.

### **Le spectre de l'oubli**

Les gouvernants ne comptent pas seulement sur la confusion que suscite la peur. Ils comptent aussi sur l'amnésie. Ils espèrent que, à force de propagande délirante, tout le monde oubliera la violence discrète qu'exerce l'organisation systématique de la nécessité économique sur tous ceux qui sont quotidiennement contraints de baisser les yeux et d'aller servir la soupe aux autres. Et la violence inaudible des institutions « républicaines » qui ne survivent plus que de nous déposséder chaque jour un peu plus de toute capacité à nous organiser et à décider par nous-mêmes. Ils espèrent aussi nous

faire oublier que des pratiques tout à fait semblables à celles des « malfaiteurs » du métro rennais ont toujours existé dans les luttes. Ils espèrent nous faire oublier que cette même République que nos élus fétichisent à longueur de journées est l'exact produit d'une association de malfaiteurs. Ils espèrent nous faire oublier que la gratuité des transports est une revendication qui, elle, est tout sauf délirante. Et que la collusion des pouvoirs économiques et politiques ne laisse pas beaucoup d'autres choix, pour rendre cette gratuité effective, que d'introduire du shampoing ou de la mousse expansive dans les bornes de validation. Ils espèrent que s'efface déjà le souvenir des pratiques de blocage, qui sont le seul véritable moyen pour faire plier un gouvernement, et que c'est ce moyen, sous forme de grèves par exemple, qui a toujours été utilisé et continuera à l'être, pour peu que l'on résiste encore quelque temps à l'abrutissement généralisé que concoctent pour nous nos sinistres « élus ».

Mais toute lutte suffisamment forte est par elle-même porteuse d'une mémoire politique. C'est dans le partage de cette mémoire que s'élève précisément ce que craint le pouvoir : une intelligence apte à composer diverses formes d'intervention (manifestations, blocages, grèves, cantines, occupations de places ou d'autres lieux, etc.), une capacité à identifier avec acuité ses cibles, une détermination à même de révéler un commun inattendu - une consistance collective recouverte.

### **Les signataires :**

**Bernard Aspe** (philosophe)

**Léna Balaud** (ingénieure)

**Romain Huët et Olivier Sarrouy** (Maîtres de conférences en sciences de la communication, Université Rennes 2)

## **Prolonger**

## **Boite Noire**

**URL source:** <https://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/260516/lamnésie-et-la-peur-rennes-comme-ailleurs>